

CONVOCAATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal se réunira à la Mairie **mercredi 23 mai 2018 à 20h00** et je vous prie de bien vouloir y assister.

ORDRE DU JOUR

- Validation de la mise à jour du DICRIM,
- DM n°1
- renouvellement adhésion à la Fondation du Patrimoine
- BET Touchard : proposition d'une convention d'études pour les travaux de voirie autre que la voirie communautaire.
- validation du choix des travaux de réfection de voirie
- acquisition d'un photocopieur
- désignation du délégué à la Protection des Données
- questions diverses

L'an deux mille dix-huit, le vingt-trois mai à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Millac, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Mme Danielle MAYTRAUD, Maire.

Présents : Mesdames MAYTRAUD Danielle, BROOK Jean, CADU Sandrine, FISSOT Véronique, JOYEUX Françoise, Messieurs BILLY Gérard, DUROUSSEAU Jacky, PELLETAN Francis, PIOLET Jean Pierre, SAVARD Bernard et SOUCHAUD Vincent.

Pouvoir : JOYEUX Flore à SOUCHAUD Vincent

Absents excusés :

Secrétaire de séance : JOYEUX Françoise

Madame le Maire demande à rajouter aux points 8 – 9 – 10 – 11 les délibérations concernant les transferts de compétence pour :

- *la voirie*
- *la petite enfance*
- *la taxe de séjour pour les communes de Saint Savin et la Bussière*
- *la Maison Multimédia Pour Tous à Valdivienne*

et aux points 12 et 13, les délibérations approuvant

- *la convention d'entente entre la CCVG et la commune de MILLAC*
- *les tarifs communaux 2018 appliqués à la CCVG*

Le Conseil municipal accepte

1. VALIDATION DE LA MISE A JOUR DU DICRIM

Vu les articles L 125-2 et L 125-5 L 563-3 et R 125-9 à R 125-27 du Code de l'Environnement qui précisent le droit à l'information de chaque citoyen sur les risques majeurs, les mesures de sauvegarde pour s'en protéger et définissent le contenu et la forme de cette information,

Madame le Maire, présente au Conseil Municipal la mise à jour du DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) qui avait été adopté le 4 juin 2013. Ce document a pour but d'informer les habitants sur les risques naturels et technologiques qui concernent la Commune, sur les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mises en œuvre ainsi que sur les moyens d'alerte en cas de survenance d'un risque. Cette modification du DICRIM a pour but de mettre à jour les liens internet et prendre en compte la modification des dispositions du plan de distribution des comprimés d'iode à la population, suite à la diffusion de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2017. Il vise également à indiquer les consignes de sécurité individuelles à respecter.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir pris connaissance et entendu les explications du Maire et en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité d'adopter la mise à jour du D.I.C.R.I.M.,
DE CONFIER le soin au Maire de prendre toutes les mesures utiles pour informer la population sur les risques majeurs présents sur le territoire communal.

PRECISE que ce document sera mis en consultation à la mairie et sera mis en ligne sur le site internet de la commune www.millac.fr

2. DM N°1

Madame le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits pour certaines opérations budgétaires de l'exercice 2018 étant insuffisants, il est nécessaire d'effectuer les virements de crédit suivant :

| <i>SECTION</i> | <i>IMPUTATION</i> | <i>DIMINUTION CREDIT</i> | <i>AUGMENTATION CREDIT</i> |
|----------------|-------------------|------------------------------|--------------------------------|
| fonctionnement | 673 | | 1 500 |
| fonctionnement | 70688 | | 1 500 |

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte la proposition de Madame le Maire et valide la Décision Modificative n°1.

3. RENOUELEMENT ADHESION A LA FONDATION DU PATRIMOINE

Madame le Maire rappelle que la commune adhère à la Fondation du Patrimoine depuis 2017 et que celle-ci est partenaire de la souscription pour la restauration du beffroi de l'église. L'adhésion arrive à son terme et il serait souhaitable de la renouveler.

Le Conseil municipal accepte le renouvellement de l'adhésion.

4. CONVENTION D'ETUDES ENTRE LA COMMUNE ET LE BET TOUCHARD POUR LA MISSION DE LA MAITRISE D'OEUVRE POUR LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT ET D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE AUTRE QUE COMMUNAUTAIRE.

Madame le Maire rappelle que la compétence pour l'entretien des voies communales est désormais transférée à la Communauté de Communes Vienne et Gartempe.

Les autres routes et chemins restent de la compétence de la commune.

A l'initiative de Monsieur BATTLE, Maire de MOUTERRE, une réunion s'est tenue afin de proposer les services d'un bureau d'études pour assurer la mission de maîtrise d'oeuvre pour les travaux d'investissement et d'entretien de voirie moyennant des honoraires de 5.5 %.

Cette mission sera contractualisée par une convention annuelle entre la commune et le bureau d'études.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, sans contester la valeur du bureau d'études, de ne pas contractualiser en 2018 et se laisse la possibilité d'y faire appel dans les prochaines années.

5. TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIRIE

Madame le Maire présente un devis pour les travaux d'entretien de voirie sur les chemins ruraux de la commune. à savoir :

- la Broucaty
- les Villates
- Gandrin
- le Ris
- Fouet en Fouet
- Mondeneau
- l'Age
- rue du Grand Cèdre
- rue chez Francillon

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal donne son accord pour les travaux d'entretien

sur l'ensemble des voies sauf Gandrin et la rue chez Francillon
soit 16 615.00 € H.T. - 19 938.00 € TTC

6. ACQUISITION D'UN PHOTOCOPIEUR

Madame le Maire présente plusieurs devis en vue de l'acquisition d'un photocopieur pour la mairie.

Après en avoir délibéré, le devis retenu est le devis de *Vienne documentique* pour un appareil XEROX Versalink C 7025

- pour un prix d'achat de 2 900.00 € H.T.
- pour un coût de maintenance copie à 0.036 € H.T. pour le N/B et à 0.036 € H.T. pour la couleur;
- pour un forfait livraison, installation, paramétrage et formation gratuit

7. DESIGNATION D'UN DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Madame le Maire rappelle

QUE le règlement (UE) 2106/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RPDG) du 27 avril 2016, s'applique au sein des Etats membres à partir du 25 mai 2018.

QUE ce règlement impose pour toute autorité publique effectuant des traitements de données, la désignation d'un délégué à la protection des données (art. 37 du règlement et art. 8 du projet de loi) et que le règlement prévoit la possibilité de désigner un seul délégué à la protection des données pour plusieurs organismes.

QUE la délibération de l'Agence des Territoires de la Vienne du 22 Mars 2018, prévoit la création de l'activité de mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données mutualisé.

EXPOSE

QUE, le service mutualisé de délégué à la protection des données proposé par l'Agence des Territoires de la Vienne sera assuré par un agent dûment mandaté,

PROPOSE au Conseil municipal :

- de désigner l'Agence des Territoires de la Vienne en tant que personne morale, Délégué à la Protection des Données
- de charger l'Agence des Territoires de la Vienne de notifier la présente délibération à Madame la Présidente de la CNIL à travers la déclaration en ligne
- d'autoriser Madame le Maire à effectuer toutes les opérations nécessaires à cette désignation.

Entendu l'exposé de Madame le Maire

Vu le Code général des Collectivités territoriales,

Vu le règlement (UE) 2106/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RPDG) du 27 avril 2016, applicable au sein des Etats membres le 25 mai 2018,

Vu la délibération de l'Agence des Territoires de la Vienne du 22 mars 2018 relative au forfait annuel de mise à disposition du Délégué à la Protection des Données mutualisé,

Considérant que la Collectivité adhère à l'Agence des Territoires de la Vienne

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : DESIGNNE l'Agence des Territoires de la Vienne, Délégué à la Protection des Données.

ARTICLE 2 : DONNE délégation à Madame le Maire pour effectuer toutes les opérations nécessaires à cette désignation.

8. TRANSFERT DE COMPETENCE – VOIRIE

Madame le Maire expose que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la communauté de communes Vienne et Gartempe a examiné, lors de sa séance du 21 mars 2018, les charges transférées relatives à la Voirie.

Préalablement à tout chiffrage des charges transférées, la CLETC a acté les points suivants :

- La définition du périmètre de la voirie ;
- Les longueurs de voirie concernées par le transfert (définition de la voirie d'intérêt communautaire);
- La méthode générale d'évaluation des charges transférées.

La **définition du périmètre de la voirie** recouvre les actions suivantes :

- La chaussée :
 - Travaux de fonctionnement (emplois partiels, réparations...)
 - Travaux d'investissement, réfection complète de la chaussée (périodicité entre 12 et 20 ans)
- Les dépendances :
 - Accotement enherbés (dérasement tous les 10 ans)
 - Fossés (curage tous les 10 ans)
- La signalisation :
 - Verticale de police (entretien et remplacement tous les 12 ans si classe 2 ou 8 ans si classe 1)

- Horizontale
- Les ouvrages d'arts (ponts, aqueducs, murs de soutènements...)
- Les ouvrages de sécurité (glissières, ilots centraux...)

La **voirie d'intérêt communautaire** concerne les voies :

- a) desservant les ZAE
- b) reliant les centres bourgs entre eux
- c) reliant les RD entre elles et les RD à la RN 147
- d) reliant les gros villages aux centres bourgs
- e) desservant au moins 3 foyers.

La longueur de la voirie d'intérêt communautaire sur le territoire de la CCVG a été évaluée à **1260 kms**.

En revanche, ne sont pas considérées comme relevant de l'intérêt communautaire :

- a) Les voies à l'intérieur des agglomérations
- b) Les voies dans les lotissements

La méthode générale d'évaluation a consisté à retenir un coût normatif de dépenses de travaux et de fonctionnement chiffré par un bureau d'études (VECTRA) comme point de départ des propositions de la CLETC.

Le rapport de la CLECT présente le détail des calculs permettant d'aboutir à la définition des charges transférées par commune et tenant compte de la prise en charge par la CCVG d'une partie des dépenses.

Il est à noter que les communes de l'ex Communauté de Communes du Lussacois ainsi que les communes du Chauvinois ne sont pas concernées par cette réduction étant donné que ces Communautés de Communes disposaient déjà de la compétence voirie avant transfert.

Le montant des charges transférées de la voirie, après application du plafond et du plancher, est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | Longueur (km) | Cout initial TTC VECTRA | Charge rectifiée HT avant réductions | Charge transférée proposée par la CLETC APRES applicatòn plancher/plafond |
|------------------------|-----------------|----------------------------|---|--|
| Adriers | 21,272 | 61 633 | 40 291 | 30 755 |
| Antigny | 28,474 | 60 456 | 39 521 | 29 699 |
| Asnières-sur-Blour | 29,824 | 62 136 | 40 620 | 26 433 |
| Availles-Limouzine | 40,738 | 95 358 | 62 337 | 49 853 |
| Béthines | 29,987 | 74 540 | 48 728 | 35 678 |
| Bourg-Archambault | 17,389 | 51 485 | 33 657 | 18 802 |
| Brigueil-le-Chantre | 28,939 | 81 094 | 53 013 | 39 265 |
| Bussière | 30,299 | 91 313 | 59 693 | 40 162 |
| Coulonges | 14,766 | 38 298 | 25 036 | 15 583 |
| Haims | 13,868 | 36 217 | 23 676 | 14 888 |
| Isle-Jourdain | 5,064 | 11 646 | 7 613 | 6 119 |
| Jouhet | 10,559 | 24 196 | 15 817 | 11 524 |
| Journet | 24,22 | 64 939 | 42 452 | 29 797 |
| Lathus-Saint-Rémy | 62,628 | 193 068 | 126 213 | 79 346 |
| Liglet | 12,66 | 39 665 | 25 930 | 17 267 |
| Luchapt | 18,721 | 50 187 | 32 808 | 21 092 |
| Mauprévoir | 23,125 | 67 002 | 43 800 | 32 855 |
| Millac | 20,164 | 54 877 | 35 874 | 27 146 |
| Montmorillon | 32,572 | 93 113 | 60 870 | 50 059 |
| Moulistmes | 21,054 | 65 042 | 42 520 | 29 569 |
| Moussac | 14,733 | 38 091 | 24 901 | 17 850 |
| Mouterre-sur-Blourde | 8,116 | 14 613 | 9 553 | 6 622 |
| Nalliers | 11,089 | 21 466 | 14 033 | 9 531 |
| Nérignac | 1,78 | 3 804 | 2 487 | 1 335 |
| Pindray | 15,657 | 48 905 | 31 970 | 19 780 |
| Plaisance | 0,895 | 1 967 | 1 286 | 678 |
| Pressac | 24,995 | 89 724 | 58 654 | 36 094 |
| Queaux | 28,844 | 69 470 | 45 414 | 33 637 |
| Saint-Germain | 11,705 | 24 895 | 16 274 | 12 993 |
| Saint-Léomer | 14,66 | 35 386 | 23 132 | 13 384 |
| Saint-Martin-l'Ars | 24,949 | 62 403 | 40 794 | 29 060 |
| Saint-Pierre-de-Maillé | 56,149 | 133 206 | 87 080 | 67 948 |
| Saint-Savin | 16,307 | 41 240 | 26 959 | 21 351 |
| Saulgé | 33,957 | 87 224 | 57 020 | 44 703 |
| Thollet | 16,168 | 43 924 | 28 714 | 16 023 |
| Trimouille | 19,455 | 56 628 | 37 019 | 28 886 |
| Usson-du-Poitou | 32,122 | 84 390 | 55 168 | 43 715 |
| Vigeant | 31,85 | 81 324 | 53 163 | 42 309 |
| Villemort | 6,213 | 11 957 | 7 817 | 4 660 |
| TOTAL CCGV | 1 260,44 | 2 266 882 | 1 481 907 | 1 056 448 |

La CLECT a adopté à la majorité (4 voix CONTRE, 2 ABSTENTIONS) les montants ci-dessus proposés par la CLECT.

Le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal.

Après délibération, le Conseil municipal décide de valider la répartition des charges transférées conformément au tableau ci-dessus pour la compétence voirie.

9. TRANSFERT DE COMPETENCES - PETITE ENFANCE

Le Maire expose que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la communauté de communes Vienne et Gartempe a examiné, lors de sa séance du 21 mars 2018, les charges transférées relatives à la Petite Enfance.

Un recensement exhaustif du coût net de la compétence assumée par les communes a été réalisée par les services de la CCVG, s'appuyant en grande partie sur les bilans des structures Petite Enfance transmis par les communes à la CAF, dans le cadre des contrats signés avec la CAF.

Le coût net est égal aux dépenses minorées des recettes : les montants présentés dans le tableau ci-dessous sont, sauf exceptions, des moyennes 2013-2016 ou 2014-2016.

Aucune charge concernant les dépenses d'acquisition, de construction ou de renouvellement des bâtiments dans lesquels se situent les structures de Petite Enfance n'a été recensée.

Le recensement des charges ne concernent que les communes des ex-CC du Montmorillonnais et de Vals de Gartempe. En effet, les ex-CC du Lussacois et du Chauvinois exerçaient déjà cette compétence Petite Enfance.

| COMMUNES | Populatòn | Constat dépenses effectives |
|---------------------|-----------|-----------------------------------|
| AVAILLES-LIMOUZINE | 1 327 | 7 776,00 € |
| MAUPREVOIR | 646 | 1 051,00 € |
| PRESSAC | 599 | - € |
| SAINT MARTIN L'ARS | 382 | - € |
| SAINT SAVIN | 908 | 7 600,00 € |
| SAINT GERMAIN | 971 | 7 500,00 € |
| ANTIGNY | 579 | 4 812,00 € |
| NALLIERS | 322 | 1 700,00 € |
| VILLEMORT | 107 | - € |
| BETHINES | 489 | - € |
| LA TRIMOUILLE | 912 | 2 000,00 € |
| COULONGES | 255 | 100,00 € |
| THOLLET | 166 | 300,00 € |
| BRIGUEIL LE CHANTRE | 514 | 100,00 € |
| JOURNET | 362 | 80,00 € |
| HAIMS | 236 | 100,00 € |
| LIGLET | 329 | 100,00 € |
| SAINT LEOMER | 184 | 100,00 € |
| BOURG ARCHAMBAULT | 198 | - € |
| LATHUS SAINT REMY | 1 247 | 7 500,00 € |
| JOUHET | 525 | 80,00 € |
| MONTMORILLON | 6 640 | 242 557,00 € |
| MOULISMES | 397 | - € |
| PINDRAY | 267 | - € |
| PLAISANCE | 169 | - € |
| SAULGE | 1 047 | - € |
| MOUTERRE | 171 | 798,00 € |
| ADRIERS | 738 | 4 652,00 € |
| LE VIGEANT | 738 | 6 377,00 € |
| MILLAC | 529 | 1 937,00 € |
| NERIGNAC | 127 | 150,00 € |
| ISLE JOURDAIN | 1 190 | 25 870,00 € |
| LUCHAPT | 272 | 400,00 € |
| ASNIERES | 180 | - € |
| MOUSSAC | 464 | - € |
| QUEAUX | 527 | 1 089,00 € |
| USSON DU POITOU | 1 311 | - € |
| LA BUSSIERE | 332 | |
| ST PIERRE DE MAILLE | 898 | |
| TOTAL | | 324 729,00 € |

la CLETC propose de répartir une charge totale de l'ordre de 350 K€ (soit près de 25 K€ de charges supplémentaires par rapport au coût net moyen constatées dans les communes), de la manière suivante :

- Forfait minimum de 400 € pour toute commune concernée par le transfert de compétence et présentant une charge constatée inférieure à 400 € ;
- Forfait de 200 € pour toutes les autres communes de la CCVG : ce forfait de 200 € s'applique
 - aux communes concernées par le transfert de compétence et ayant une charge constatée supérieure à 400 €
 - et aux autres communes non concernées par le transfert de compétence :
L'application d'un tel forfait a pour objectif de faire participer toutes les communes au financement de la charge, au titre de la solidarité intercommunale dans la mise en œuvre et le développement de cette compétence sur le territoire communautaire ;
- Prise en compte de la charge constatée pour toutes les communes non concernées par le forfait de 400 € ;
- Application d'un montant de 1 € par habitant pour toutes les communes concernées par le forfait minimum de 400 € ;

La proposition de charges transférées par commune est présentée dans le tableau ci-dessous.

PROPOSITION PETITE ENFANCE

| COMMUNES | Populatbn | Constat dépenses effectives | Forfait 400 € | Forfait réduit de moitié | Charges constatées retenues | Part variable 1 € / hbt | TOTAL PROPOSITION CLETC |
|-----------------------|-----------|-----------------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------------|-------------------------|-------------------------|
| AVAILLES-LIMOZINE | 1 327 | 7 776,00 € | | 200,00 € | 7 776,00 € | - € | 7 976,00 € |
| MAUPREVOIR | 646 | 1 051,00 € | | 200,00 € | 1 051,00 € | - € | 1 251,00 € |
| PRESSAC | 599 | - € | 400,00 € | | - € | 599,00 € | 999,00 € |
| SAINT MARTIN L'ARS | 382 | - € | 400,00 € | | - € | 382,00 € | 782,00 € |
| SAINT SAVIN | 908 | 7 600,00 € | | 200,00 € | 7 600,00 € | - € | 7 800,00 € |
| SAINT GERMAIN | 971 | 7 500,00 € | | 200,00 € | 7 500,00 € | - € | 7 700,00 € |
| ANTIGNY | 579 | 4 812,00 € | | 200,00 € | 4 812,00 € | - € | 5 012,00 € |
| NALLIERS | 322 | 1 700,00 € | | 200,00 € | 1 700,00 € | - € | 1 900,00 € |
| VILLEMORT | 107 | - € | 400,00 € | | - € | 107,00 € | 507,00 € |
| BETHINES | 489 | - € | 400,00 € | | - € | 489,00 € | 889,00 € |
| LA TRIMOUILLE | 912 | 2 000,00 € | | 200,00 € | 2 000,00 € | - € | 2 200,00 € |
| COULONGES | 255 | 100,00 € | 400,00 € | | - € | 255,00 € | 655,00 € |
| THOLLET | 166 | 300,00 € | 400,00 € | | - € | 166,00 € | 566,00 € |
| BRIGUEIL LE CHANTRE | 514 | 100,00 € | 400,00 € | | - € | 514,00 € | 914,00 € |
| JOURNET | 362 | 80,00 € | 400,00 € | | - € | 362,00 € | 762,00 € |
| HAIMS | 236 | 100,00 € | 400,00 € | | - € | 236,00 € | 636,00 € |
| LIGLET | 329 | 100,00 € | 400,00 € | | - € | 329,00 € | 729,00 € |
| SAINT LEOMER | 184 | 100,00 € | 400,00 € | | - € | 184,00 € | 584,00 € |
| BOURG ARCHAMBAULT | 198 | - € | 400,00 € | | - € | 198,00 € | 598,00 € |
| LATHUS SAINT REMY | 1 247 | 7 500,00 € | | 200,00 € | 7 500,00 € | - € | 7 700,00 € |
| JOUHET | 525 | 80,00 € | 400,00 € | | - € | 525,00 € | 925,00 € |
| MONTMORILLON | 6 640 | 242 557,00 € | | 200,00 € | 242 557,00 € | - € | 242 757,00 € |
| MOULISMES | 397 | - € | 400,00 € | | - € | 397,00 € | 797,00 € |
| PINDRAY | 267 | - € | 400,00 € | | - € | 267,00 € | 667,00 € |
| PLAISANCE | 169 | - € | 400,00 € | | - € | 169,00 € | 569,00 € |
| SAULGE | 1 047 | - € | 400,00 € | | - € | 1 047,00 € | 1 447,00 € |
| MOUTERRE | 171 | 798,00 € | | 200,00 € | 798,00 € | - € | 998,00 € |
| ADRIERS | 738 | 4 652,00 € | | 200,00 € | 4 652,00 € | - € | 4 852,00 € |
| LE VIGEANT | 738 | 6 377,00 € | | 200,00 € | 6 377,00 € | - € | 6 577,00 € |
| MILLAC | 529 | 1 937,00 € | | 200,00 € | 1 937,00 € | - € | 2 137,00 € |
| NERIGNAC | 127 | 150,00 € | 400,00 € | | - € | 127,00 € | 527,00 € |
| ISLE JOURDAIN | 1 190 | 25 870,00 € | | 200,00 € | 25 870,00 € | - € | 26 070,00 € |
| LUCHAPT | 272 | 400,00 € | 400,00 € | | - € | 272,00 € | 672,00 € |
| ASNIERES | 180 | - € | 400,00 € | | - € | 180,00 € | 580,00 € |
| MOUSSAC | 464 | - € | 400,00 € | | - € | 464,00 € | 864,00 € |
| QUEAUX | 527 | 1 089,00 € | | 200,00 € | 1 089,00 € | - € | 1 289,00 € |
| BOURESSE | 584 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| CIVAUX | 1 163 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| GOUEX | 517 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| LHOMMAIZE | 849 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| LUSSAC LES CHATEAUX | 2 379 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| MAZEROLLES | 865 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| PERSAC | 823 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| SAINT LAURENT DE J. | 213 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| SILLARS | 653 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| VERRIERES | 1 018 | | | 200,00 € | | - € | 200,00 € |
| USSON DU POITOU | 1 311 | - € | 400,00 € | | - € | 1 311,00 € | 1 711,00 € |
| LA BUSSIÈRE | 332 | | 400,00 € | | - € | 332,00 € | 732,00 € |
| LA CHAPELLE VIVIERS | 587 | | | 200,00 € | - € | - € | 200,00 € |
| FLEIX | 146 | | | 200,00 € | - € | - € | 200,00 € |
| LAUTHIERS | 68 | | | 200,00 € | - € | - € | 200,00 € |
| LEIGNES SUR FONTAINES | 627 | | | 200,00 € | - € | - € | 200,00 € |
| PAIZAY LE SEC | 491 | | | 200,00 € | - € | - € | 200,00 € |
| ST PIERRE DE MAILLE | 898 | | 400,00 € | | - € | 898,00 € | 1 298,00 € |
| TOTAL | | 324 729,00 € | 9 600,00 € | 6 200,00 € | 323 219,00 € | 9 810,00 € | 348 829,00 € |

La CLECT a adopté à la majorité (2 voix CONTRE, 4 ABSTENTIONS) les montants ci-dessous.

Le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal.

Après délibération, le Conseil municipal décide de valider la répartition des charges transférées conformément au tableau ci-dessus pour la compétence Petite Enfance.

10. TRANSFERT DE COMPETENCE TOURISME - TAXE DE SEJOUR PERCUE PAR LES COMMUNES DE LA BUSSIERE ET DE SAINT SAVIN

Le Maire expose que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la communauté de communes Vienne et Gartempe a examiné, lors de sa séance du 28 février 2018, les charges transférées relatives à la compétence tourisme.

L'exercice de cette compétence se traduit par des dépenses portant sur les offices de tourisme présents sur le territoire, d'une part, et, d'autre part, par des recettes de taxe de séjour perçues par un certain nombre de communes, au cas d'espèce, La Bussière et Saint Savin.

Seule la problématique des recettes de taxe de séjour a fait l'objet d'un vote lors de la CLETC du 28 février 2018.

Il est proposé de retenir au titre des recettes transférées un montant égal à la moyenne des taxes de séjour perçues par les communes depuis 2013.

La recette moyenne transférée sera ajoutée à l'attribution de compensation des communes concernées à partir de 2017 pour Saint Savin et à partir de 2018 pour La Bussière.

Les montants recensés sont les suivants :

| SAINT SAVIN | | LA BUSSIERE | |
|-------------|---------|-------------|---------|
| 2016 | 1 584 € | 2017 | 10910 € |
| 2015 | 1760 € | 2016 | 10964 € |
| 2014 | 2496 € | 2015 | 11047 € |
| 2013 | 1639 € | 2014 | 10068 € |
| Moyenne | 1870 € | 2013 | 10058 € |
| | | Moyenne | 10609 € |

Les hypothèses et la méthode proposées ci-dessous conduisent à un montant total de recettes transférées à la CCVG de :

- 1 870 € pour Saint Savin

- 10 609 € pour La Bussière

la CLECT a adopté à l'unanimité les montants ci-dessus.

Le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal.

Après délibération, le Conseil Municipal décide de valider la répartition des charges transférées conformément aux montants communiqués pour les communes de LA BUSSIÈRE et SAINT SAVIN.

11. TRANSFERT DE COMPETENCE - MAISON MULTIMEDIA POUR TOUS A VALDIVIENNE

Le Maire expose que la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) de la communauté de communes Vienne et Gartempe a examiné, lors de sa séance du 28 février 2018, les charges transférées relatives à la Maison Multimédia pour Tous (MMT) à VALDIVIENNE

La MMT de Valdivienne est un Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) composé d'un espace jeunes et proposant des activités les mercredis et samedis ainsi que lors des petites vacances et des vacances d'été

Cet ALSH occupe un local qui ne peut accueillir que 12 jeunes et les sorties sont limitées à 8 places.

Du fait de la modicité de ce local, seules les charges de fonctionnement de cet ALSH, constituées essentiellement des salaires des animateurs ont été retenues. Ces charges ont été minorées des recettes de CAF (prestations de service et contrat enfance jeunesse) conduisant à un coût net (dépenses minorées des recettes)

Il est proposé de retenir au titre des charges transférées un montant égal à la moyenne 2013-2016 des coûts nets financés par la commune de Valdivienne.

Les montants correspondant sont récapitulés dans le tableau ci-dessous, conduisant à un coût net de 14 850 € :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | MOYENNES |
|---------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dépenses | 30 307,85 | 21 748,54 | 18 220,57 | 24 277,46 | 23 638,61 |
| Recettes : CEJ, CAF + MSA | 6 807,57 | 8 356,58 | 7 445,08 | 12 545,44 | 8 788,67 |
| COUT NET | 23 500,28 | 13 391,96 | 10 775,49 | 11 732,02 | 14 849,94 |

La CLECT a adopté à l'unanimité ce montant de 14 850 €.

Le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal.

Après délibération, le Conseil municipal décide de valider la montant de 14 850 € de charges transférées pour la Maison Multimédia pour Tous de VALDIVIENNE.

12. CONVENTION D'ENTENTE POUR LA MISE EN OEUVRE D'UNE MISSION D'INTERET PUBLIC : L'AMENAGEMENT ET L'ENTRETIEN DE LA VOIRIE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après CGCT), notamment dans sa partie législative, l'article l5221-1,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Vienne et Gartempe et ses annexes, approuvés par arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-038 du 6 décembre 2016 portant création de la CCVG,

Le Maire rappelle au Conseil municipal que le transfert de la compétence voirie au 1^{er} janvier 2018 a eu pour conséquences :

- d'une part à ce que la Communauté de communes Vienne et Gartempe (CCVG) intervienne sur la voirie communautaire en vue, notamment, de l'aménager et de l'entretenir ;
- et, d'autre part, à ce que la Commune conserve les voies communales non reconnues d'intérêt communautaire, la voirie à l'intérieur des agglomérations et lotissements, les chemins ruraux, les trottoirs, les parkings, etc.

Le Maire insiste sur le fait qu'au regard du nombre de voies et de leur répartition géographique sur le territoire, la CCVG et la Commune ont un intérêt à établir une collaboration partagée pour entretenir le domaine public routier afin de garantir la sécurité des usagers.

Ainsi, leurs objectifs d'intérêt public convergeant dans le cadre du service public de la voirie, la CCVG et la Commune ont décidé de remplir conjointement leur mission commune au moyen d'une convention d'entente portant sur la réalisation de prestations de travaux de voirie.

Pour ce faire, une convention d'entente (transmise en annexe) définit les modalités de ladite collaboration permettant autant à la CCVG qu'à la Commune de solliciter leurs services techniques respectifs pour la réalisation de prestations de travaux sur les voies communautaires pour la première, les voies communales et les espaces publics pour la seconde.

Les prestations de travaux en question peuvent être, notamment :

- voirie réseaux divers (V.R.D) ;
- voirie : nettoyage, fauchage, élagage, signalisation verticale / horizontale ;
- espaces verts ;
- pose de mobiliers urbains.

Les prestations ainsi que les moyens humains et matériels seront facturés :

- suivant le tarif en vigueur de la main d'œuvre et du matériel fixé par la délibération de la collectivité prestataire ;
- conformément au devis et / ou au rapport d'intervention de la prestation établi par la collectivité prestataire ;
- et après acceptation dudit devis et / ou dudit rapport d'intervention par la collectivité demanderesse.

Dès lors, le Maire propose aux membres du Conseil municipal :

- de conclure la convention d'entente avec la CCVG, dans les conditions financières susmentionnées, pour la mise en œuvre une mission d'intérêt public commune, que sont l'aménagement et l'entretien de la voirie ;
- de l'autoriser à signer ladite convention ainsi que tout document s'y rapportant.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal accepte de convention d'entente avec la CCVG et autorise Madame le Maire à la signer ainsi que tous les documents s'y rapportant.

13. TARIFS DU MATERIEL ET DES AGENTS DE LA COMMUNE POUR LES INTERVENTIONS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION D'ENTENTE AVEC LA CCVG

Vu la délibération n°50-2018 du Bureau communautaire de la CCVG portant à la mise en œuvre de conventions d'entente entre la CCVG et les communes dans le cadre du service public de la voirie portant sur la réalisation de prestations de travaux de voirie.

Le Maire expose au Conseil Municipal que la commission voirie de la CCVG a émis un avis favorable lors de sa réunion du 23 avril 2018 pour une proposition tarifaire uniformisée d'indemnisation des communes lorsque celles-ci interviennent dans le cadre de l'entretien de la voirie communautaire pour le compte de la CCVG.

Les tarifs sont à l'heure, la main d'œuvre et les matériels ne sont pas assujettis à la TVA.

| Proposition de tarifs en mutualisation 2018 | |
|--|----|
| Main d'œuvre | |
| Main d'œuvre HN | 25 |

| | |
|--------------------------------|------|
| Main d'œuvre HS | 31 |
| Main d'œuvre HDN | 62,5 |
| Main d'œuvre HDJF | 52 |
| Poids lourds | |
| Camion 8x4 | 45 |
| Camion 6x4 | 42 |
| Camion 19t | 33 |
| Camion 12t | 30 |
| Camion < 12t | 20 |
| VL et VU | |
| Véhicule utilitaire <3t5 | 12 |
| Véhicule léger | 5 |
| Tracteurs et outils | |
| Tracteur | 17 |
| Elageuse + groupe de broyage | 15 |
| Lamier | 15 |
| Faucheuse | 12 |
| Engins TP | |
| Mini pelle | 20 |
| Tractopelle | 37 |
| Cylindre | 22 |
| Plaques vibrantes | 8 |
| Tronçonneuses thermiques | 10 |
| Pompe à eau | 5 |
| Groupe électrogène | 10 |
| Balayeuse aspiratrice | 25 |
| Matériels espaces verts | |
| Tronçonneuse à bois | 8 |
| Débrousailluse | 7 |
| Taille haie | 5 |
| Remorques | |
| Remorques | 10 |

Dès lors, le Maire propose aux membres du Conseil municipal :

- D'approuver les tarifs pour le personnel et le matériel communal pour les prestations de travaux réalisés pour le compte de la CCVG dans le cadre de l'entretien de la voirie communautaire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte les tarifs tels qu'indiqués dans le tableau.

14. QUESTIONS DIVERSES

- ✓ L'Association YALICKO actuellement domiciliée à CIEUX a fait la demande, par courrier, à domicilier son siège social à MILLAC. Elle ne souhaite pas de subvention et propose dans la mesure du possible d'assurer une prestation lors de la fête de l'Assemblée. Le Conseil municipal donne son accord.
- ✓ Monsieur Jacky DUROUSSEAU a été retenu par le Cabinet de la Préfète pour l'obtention de la médaille d'honneur communal échelon argent en tant qu' élu municipal depuis plus de 25 ans. Cette médaille lui sera remise lors des vœux du Maire en janvier 2019.
- ✓ Le 29 juillet, la commune et l'UFVG-AC rendront hommage à Madame Fernande GAILLARD, reconnue « Mort pour la France » fin 2017 par la pose d'une plaque aux monuments aux morts de la commune. Cette cérémonie sera associée à l'hommage des 12 maquisards de Millac tombés à Le Vigeant.
- ✓ FARN : le coulage des plots de béton pour la construction de l'abri à Fouquet se déroulera le 12 et 13 juin. La pose de l'abri sera réalisée courant juillet. Des tables de pique-nique seront également installées.
- ✓ Les sapeurs-pompiers de l'Isle Jourdain organisent une porte ouverte à la caserne le samedi 23 juin.
- ✓ Prochaine réunion : **le lundi 18 juin à 20 heures**